Une nouvelle déclaration d'état d'urgence économique est demandée pour la Colombie.

Bogota, 13 janvier (RHC)



"Les indicateurs montrent que la situation créé par le virus continue de s'aggraver. Les confinements seront à l'ordre du jour et pour cette raison, les emplois, les entreprises, les commerces, le tourisme, les foyers, etc, continueront d'être affectés », a écrit le législateur sur con compte Twiter.

Il a également assuré que les pauvres, les foyers, les chômeurs, ceux qui perdent le travail, méritent une aide urgente et ceci ne sera possible que si l'on décrète cette mesure, a-t-il souligné.

D'après Lourdy, les mêmes problèmes détectés lors de la première et la deuxième crise économique demeurent, mais les délais des mesures prises ont déjà expiré. Il a donc demandé une prorogation afin que les citoyens puissent recevoir une aide plus importante.

Dans ce sens, il a demandé la suspension des congés des membres du Congrès afin de pouvoir se réunir et discuter les différentes suggestions pour lutter contre la pandémie dans la nation.

En Août dernier plusieurs parlementaires, des associations d'entrepreneurs et universitaires ont présenté la proposition dont l'objectif est de donner une marge de manœuvre plus grande au gouvernement pour gérer la crise.

L'administration de Duque a reçu le pouvoir d'émettre des décrets-lois dans le cadre de deux états d'urgences précédents et il a pris des mesures pour aider les entreprises, il a accordé des subventions pour des services publiques, et des aides aux familles affectées, entre autres.

La Colombie a comptabilisé récemment 15 mille cas de Covid-19, ce qui élève le cumul de cas confirmés à un million 801 mille 903 dont 117 mille 762 cas actifs. La Colombie est aujourd'hui à la deuxième place après le Brésil de par le nombre de contagions en Amérique Latine.

Hernán Bayona, président du Collège de Médecins de Bogota a rappelé l'alerte rouge décrétée dans la ville à cause du virus. Il a également appelé à maintenir les restrictions jusqu'à l'amorce d'une baisse des contagions et du taux d'occupation des salles de soins intensifs.

Source Prensa Latina

Le gouvernement bolivien versera une prime contre la faim aux jeunes

La Paz, 13 janvier (Prensa Latina) La Bolivie entame aujourd'hui la période de paiement final de la prime contre la faim en la versant aux derniers bénéficiaires, des jeunes entre 18 et 29 ans.

Cette prime de 1 000 Bolivianos (environ 145 dollars), fournie par le Gouvernement, contribue à atténuer les effets de la pandémie de Covid-19 et à couvrir certaines dépenses dans le contexte actuel.

Le 1er décembre, le versement de cette prestation a commencé par les personnes âgées de 50 à 59 ans, puis à celles de 40 à 49 ans et pour finir la tranche de 30 à 39 ans.

Du 27 janvier au 1er mars prochain, Banco Unión versera cette aide aux personnes qui ne l'ont pas encore reçue, comme l'annoncé une note officielle.

D'autres entités financières ainsi que l'application UNImóvilPlus, sont autorisées à effectuer ce paiement, afin que ceux qui remplissent les conditions puissent aussi en bénéficier.

Selon le ministère de l'Économie et des Finances publiques, à ce jour, plus de deux millions de personnes ont déjà reçu un paiement (plus d'un million 842 mille au guichet et près de 366 mille à travers UNImóvil Plus.

Quatre millions d'habitants qui ne reçoivent pas de salaire des institutions publiques ou privées seront aussi favorisés.

La prime contre la faim est versée depuis décembre 2020 dans tout le pays, comme l'avait promis le président Luis Arce lors de sa campagne présidentielle, pour aider le peuple bolivien à sortir progressivement de la crise économique.



Radio Habana Cuba